



UNION EUROPÉENNE



PRÉFET DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES  
CÔTE D'AZUR

**RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR**



## FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds social européen
N° opération :	PA0021831
Bénéficiaire :	21130055300016 COMMUNE DE MARSEILLE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

### IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	21130055300016
Raison sociale :	COMMUNE DE MARSEILLE
Adresse :	13233 MARSEILLE CEDEX 20



## RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds social européen
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP05 - Axe prioritaire : Investir dans les compétences, l'éducation, la formation, tout au long de la vie / OT10 - Objectif thématique : Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie / PI10iii - Priorité d'investissement : Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'oeuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises / AP05-OT10-PI10iii-OS5b - Objectif spécifique : Augmenter l'accès à une première qualification et l'élévation du niveau de formation des personnes les plus éloignées de l'emploi

## DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Prestation d'accompagnement à la qualification par la mise en poste sur une activité de médiation sociale
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	L'opération se déroule sur l'ensemble des 16 arrondissements de Marseille.
Adresse :	. Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	06/12/2019
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2019-FSE-OS5b Augmenter l'accès à une première qualif./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 16 décembre 2019	Décisionnel	Dématérialisé	16/12/2019	

Description de l'opération
La Ville de Marseille envisage de confier à un (ou plusieurs) prestataire(s) spécialisé(s) l'accompagnement à la qualification de 177 personnes par la mise en poste sur une activité pratique de médiation sociale.
Le niveau de formation est une condition essentielle pour une insertion de qualité, le chômage apparaissant davantage comme un problème de qualification que de génération.



## 1) Un taux de chômage à Marseille plus élevé qu'ailleurs, en particulier dans les quartiers défavorisés :

Quelle que soit la tranche d'âge concernée (15/24 ans, 25/54 ans ou 55/64 ans), on peut observer que le taux de chômage (au sens du recensement de la population de l'INSEE) est toujours plus important à Marseille qu'en région Sud-PACA et qu'en France métropolitaine.

Cette problématique trouve un écho plus important dans les quartiers défavorisés, ce que confirme le diagnostic préparatoire au dernier Contrat de ville de l'ex Communauté urbaine Marseille Provence Métropole : « les quartiers prioritaires concentrent un taux de chômage particulièrement important, beaucoup plus que dans le reste de la ville. Et ce sont notamment les jeunes de 16-25 ans (...) qui sont le plus touchés. »

Les populations des territoires prioritaires, moins qualifiées que le reste de la population, sont ainsi restées en marge des dynamiques économiques positives enregistrées ces dernières années. L'accès ou le retour à l'emploi des publics des quartiers prioritaires tient essentiellement à leur faible niveau de formation.

## 2) Des incidences préoccupantes sur la qualification :

La proportion de la population non scolarisée de plus de 15 ans sans aucun diplôme est bien plus importante à Marseille qu'en région PACA et qu'en France. Les détenteurs de CAP ou de BEP sont moins nombreux qu'ailleurs.

Dans une publication de septembre 2013, l'agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (AGAM) faisait déjà le constat que, à l'échelle du périmètre de l'ex Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, « les taux de non diplômés et de chômage chez les jeunes sont parmi les plus élevés des grands territoires français » et que « la décohabitation (le fait de quitter le domicile parental) est plus tardive qu'à l'échelle nationale ».

Ceci tend donc à confirmer que le niveau de diplôme est un déterminant primordial d'une insertion professionnelle durable et que son absence « impacte à long terme la carrière professionnelle avec plus de temps de chômage et des conditions d'emploi plus précaires ».

Ce phénomène est renforcé par une difficulté d'insertion professionnelle pour les jeunes disposant d'une double culture : « Le projet Entrée dans la vie active et discriminations à l'embauche (EVADE), mené par le CEREQ en 2011, a permis de mettre en avant certaines discriminations à l'embauche au sein de la région Paca. Ainsi, les jeunes sortant de BTS qui possèdent un nom à consonance maghrébine ont plus tendance à être mis à l'écart lors du processus de recrutement. »

## Objectifs recherchés :

Compte tenu de ce qui a été présenté précédemment, la Ville de Marseille a décidé de faire appel au Fonds Social Européen, instrument financier communautaire le mieux adapté à la réalisation du projet.

Dans ce sens et dans la mesure où la Région Sud-PACA s'est engagée au titre de l'Axe prioritaire 5 (investir dans les compétences, l'éducation et la formation tout au long de la vie) et de l'Objectif thématique 10 du programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 à « investir dans les compétences, l'éducation et la formation tout au long de la vie » des jeunes sans qualification, des chômeurs de longue durée et des seniors, il est envisageable de se tourner vers les ressources qu'elle met à disposition des porteurs de projet.

Aussi, il apparaît opportun pour la Ville de Marseille de répondre à l'appel à propositions PI 10.3 OS5B dont l'objectif général est d' « augmenter l'accès à une première qualification et l'élévation du niveau de formation des personnes les plus éloignées de l'emploi (...), notamment pour les personnes les plus fragiles, afin de les conduire vers une insertion durable ».

Une étude menée par l'Observatoire Régional des Métiers de la Région PACA, en collaboration avec les services études du Conseil Régional et de la DIRECCTE pointe 181 métiers en tension à l'origine d'un déséquilibre entre offre et demande sur une période longue.

Parmi ces métiers figurent :

- Le métier d'agent d'accueil et d'information,



- Le métier d'agent de sécurité et de surveillance,
- Le métier d'aide-soignant (e),
- Le métier d'éducateur spécialisé,
- Les métiers professionnels de l'animation socioculturelle.

En conséquence, la Ville de Marseille envisage de lancer un marché ayant pour objet la prestation d'accompagnement de 177 personnes par la mise en poste sur une activité de médiation sociale et dans la perspective de les inscrire dans une démarche d'insertion professionnelle et de qualification à des métiers traditionnels dans les domaines suivants : sécurité, animation socioculturelle, action sociale, transports publics, logement social.

Ces personnes seront sélectionnées parmi les publics les plus éloignés de l'emploi et bénéficiant le plus difficilement de la formation professionnelle, notamment les jeunes et les demandeurs d'emploi non qualifiés ou possédant un bas niveau de qualification, femmes, seniors, publics victimes de discriminations, personnes confrontées à des situations d'illettrisme.

La médiation sociale est l'activité retenue comme support de formation pratique pour les personnes bénéficiaires de l'accompagnement. En effet, cette activité est de nature à faciliter l'acquisition des connaissances et compétences nécessaires permettant aux personnes formées d'accéder plus facilement aux métiers repérés dans les champs de la sécurité, de l'action sociale, de l'animation socioculturelle, des transports publics ou du logement social. Il s'agit notamment de savoir prévenir et gérer des situations conflictuelles en temps réel ou en différé (métiers de la sécurité et du transport public), de savoir assurer une présence active de proximité (métiers de la sécurité et du logement social), savoir mettre en relation les habitants avec des professionnels (métiers de l'accompagnement social) et de savoir initier des activités collectives (métiers de l'animation).

Véritable atout de l'intervention sociale visant à favoriser l'accès aux droits et aux services, de même que prévenir et gérer les situations conflictuelles, les tensions et incivilités, la médiation sociale évolue aujourd'hui dans un environnement professionnel à travers un cadre déontologique, un code ROME, une norme et un référentiel d'évaluation.

Ainsi en proposant à la frange de sa population en risque de rupture d'avenir un parcours qualifiant adossé à une mission de tranquillité publique profitable à tous, la Ville de Marseille se met en mesure :

- D'accueillir en simultané un nombre important de jeunes dans un dispositif global,
- D'avoir une visibilité pluriannuelle pour soutenir le nombre de personnes concernées,
- De recourir aux techniques de la médiation urbaine polyvalente afin que les bénéficiaires soient plus avisés quant à leur orientation professionnelle,
- De consolider les parcours diplômants sur les métiers en tension (travail social, animation socioculturelle, services à la personne, surveillance et vigilance...), ouvrant par là même sur de nouvelles pratiques dans ces métiers traditionnels, et ce afin d'en faciliter l'accès à la majorité des bénéficiaires au terme du contrat aidé ou à durée déterminée (agent de surveillance de la voie publique, moniteur-éducateur, agent de sécurité, chauffeur de bus...),
- D'inscrire ce projet dans un plan de financement concerté entre 3 principaux partenaires (État, Ville, bailleurs sociaux), dans lequel s'inscrit le soutien sollicité auprès de l'Union européenne.

#### Résultats escomptés (cible visée)

Le principal résultat directement attendu de ce projet est la qualification de l'ensemble des bénéficiaires sur des métiers en tension dans les champs de la sécurité, de l'animation, du travail social, des transports publics et du logement social.

#### Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/07/2020	Fin : 01/07/2023
1. Septembre 2019-Juin 2020 : Période de lancement et d'attribution de l'appel d'offre.		
2. A partir de Juin 2020 : Recrutement des bénéficiaires du dispositif et période d'essai de 2 mois.		
3. Septembre 2020-Juillet 2023 : Parcours de qualification.		

#### DEPENSES ET RESSOURCES



Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant ( TTC)
Dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement	Direct	Fonctionnement	108 500,00 €
Frais de restauration des bénéficiaires			
Dépenses de fonctionnement (frais généraux de structure)	Direct	Fonctionnement	3 293 520,00 €
Direction administration générale			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	12 528 000,00 €
Rémunération des bénéficiaires			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	3 009 600,00 €
Rémunération des encadrants			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Fonctionnement	821 500,00 €
Formation des bénéficiaires			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Fonctionnement	165 000,00 €
Mission d'appui technique et de coordination			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	120 000,00 €
Frais d'équipement technologique des bénéficiaires			
Total :			20 046 120,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



**Détails des ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
ETAT	Travail, emploi et dialogue social			23,84	4 779 750,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds social européen			50,00	10 023 060,00			
PRIVE	0000000000000000 / AUTRES PRIVES			14,32	2 869 776,00			
<b>Total co-financier</b>				<b>88,16</b>	<b>17 672 586,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Bénéficiaire				11,84	2 373 534,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				<b>100,00</b>	<b>20 046 120,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



## INSTRUCTION

<b>Service instructeur :</b>	Service FSE	<b>Avis du service instructeur :</b>	Défavorable
------------------------------	-------------	--------------------------------------	-------------

### Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- dans l'axe prioritaire 5 du Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020, PI10 iii « investir dans dans l'Objectif Thématique n°10 « Investir dans l'éducation, les compétences et la formation tout au long de la vie »
- Priorité d'Investissement 10.3 « Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'œuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises.
- n'est pas éligible à l'Appel à Propositions P-2018-FSE« OS5b - Augmenter l'accès à une première qualification et l'élévation du niveau de formation des personnes les plus éloignées de l'emploi

L'analyse de l'instruction du dossier mettent en avant trois points de blocage :

- La notation provisoire du dossier conduit à une note de 10/20 dont une note éliminatoire relative à la performance financière du projet. Avec un budget de 20 M€ pour 177 jeunes, le coût pour un stagiaire ressort à 112 000 €..
- Le cœur du projet, la médiation sociale, n'est pas éligible au Programme Opérationnel et plus particulièrement à l'objectif stratégique 5B. Le SFSE a proposé à la Ville de cibler le projet sur la formation initiale et qualifiante et d'exclure de la demande de financement toutes les activités de médiation sociale qui sont difficilement traçables et justifiables. La Ville n'a pas donné suite à cette proposition
- Seul un projet de cahier des charges a été transmis au SFSE. Ce cahier des charges n'indique pas comment le prestataire sélectionnera les organismes de formation et les attentes précises de la collectivité vis à vis du prestataire à qui la commune déléguera les obligations de mises en concurrence. Il a été demandé à la ville une version aboutie du ce cahier des charges.

Au vu de ces éléments il a été demandé à la ville de revenir vers le SI durant l'été 2019 avec un plan de financement stabilisé, une sécurisation juridique de leur marché et des modalités de suivi administratifs renforcées. Aucune suite n'a été donnée par la ville. En septembre, la ville a été informée du projet d'avis défavorable du SI sur ce dossier.